

Déclaration

95/6

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE RAYMOND CHAN,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT (ASIE-PACIFIQUE),
À L'OCCASION
D'UN PETIT DÉJEUNER D'AFFAIRES DE LA FONDATION ASIE
PACIFIQUE ET DES CHEFS DE MISSION (ASIE-PACIFIQUE)**

**VANCOUVER (Colombie-Britannique)
Le 13 janvier 1995**



Je voudrais d'abord remercier chacun d'entre vous de s'être levé si tôt pour être ici ce matin. Merci aussi à la Fondation Asie Pacifique d'avoir organisé – sous la direction de Mike Phelps et Bill Saywell – le petit déjeuner de ce matin.

C'est avec plaisir que j'accueille notre ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, et notre secrétaire d'État au Multiculturalisme et à la Situation de la femme, l'honorable Sheila Finestone. Je souhaite spécialement la bienvenue à M. Gordon Campbell, chef du Parti libéral et de l'opposition en Colombie-Britannique. Bienvenue également à nos chefs de mission de la région Asie-Pacifique. Pour avoir visité nombre d'entre vous durant la première année de mon mandat, je puis sans hésitation attester que c'est avec brio que vous représentez le Canada en Asie.

Quiconque travaille dans la région Asie-Pacifique sait combien le moment est bien choisi, et comme nos hauts-commissaires et nos ambassadeurs ont pu le constater, l'importance accordée par notre gouvernement à la région – que l'on songe au point culminant que fut la visite récente du premier ministre, M. Jean Chrétien, – éveille l'intérêt de tous les Canadiens pour cette partie du monde.

Dix-neuf cent quatre-vingt-quatorze a été une année fertile en événements pour ceux d'entre nous qui traitons avec la région Asie-Pacifique : visite au Canada du premier ministre de Thaïlande et de plusieurs ministres du Japon, de la Chine, de la Corée du Sud, de l'Indonésie, de l'Inde et du Laos, parmi d'autres. En sens inverse, M. MacLaren, le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et moi-même avons parcouru la région en nous efforçant d'y promouvoir les intérêts du Canada. Dix-neuf cent quatre-vingt-quatorze a aussi été l'année de l'Équipe Canada, dirigée par le premier ministre, M. Chrétien. L'Équipe Canada nous a en quelque sorte fait prendre conscience des débouchés considérables qu'offre la région et de la capacité du Canada de soutenir la concurrence lorsqu'il en prend les moyens. L'Équipe Canada a montré que nous pouvons tirer parti des occasions qui s'offrent à nous. L'Équipe Canada est la preuve que la collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, et entre les entreprises et les pouvoirs publics est payante. Et l'Équipe Canada a prouvé que le Canada peut se mesurer aux meilleurs du monde et l'emporter.

Essentiellement, ce qui nous pousse à créer des liens avec la région Asie-Pacifique, c'est leur incidence sur nos efforts en matière de croissance économique et de création d'emplois au Canada. Pour la plupart d'entre nous ici en ce moment, c'est là une évidence, mais nous devons être prêts à exprimer concrètement le potentiel de tels liens pour les Canadiens, par exemple :

- le soutien que les marchés de la région Asie-Pacifique peuvent apporter à l'essor futur de secteurs canadiens prometteurs;

- la taille et le pouvoir d'achat des classes moyennes d'Asie, et les promesses qui en résultent pour le Canada sous la forme de produits et services à valeur ajoutée;
- la position du Japon et d'autres pays en tant que détenteurs de titres obligataires et sources d'investissements directs;
- le rôle que commence à jouer dans le monde la région Asie-Pacifique en matière d'innovation industrielle.

Je suis convaincu que l'importance que notre gouvernement accorde à la région Asie-Pacifique – outre les raisons que nous donnons aux Canadiens pour justifier cette stratégie – est sans doute le meilleur exemple que nous puissions donner aux Canadiens de l'application des principes de notre Livre rouge. En bref, les exportations créent des emplois, et les emplois créent de la richesse pour les Canadiens, ce qui contribue à la réduction du déficit et au maintien de plusieurs programmes, tels ceux des soins de santé, qui ont fait de notre pays l'envie du monde.

Comme M. Chrétien et les premiers ministres provinciaux l'ont montré durant la tournée de l'Équipe Canada, l'engagement de notre gouvernement envers la région Asie-Pacifique est apte à dissiper certaines de nos préoccupations touchant la question de l'unité nationale. La défense de l'unité nationale peut être renforcée par l'établissement de rapports de travail fructueux avec les provinces et par le poids du gouvernement fédéral dans la région Asie-Pacifique lorsque des contrats d'envergure sont en jeu et que des questions importantes doivent être réglées. La question de l'unité nationale trouve évidemment toute sa signification pour ce qui est du Québec, mais elle a aussi son importance lorsqu'on songe à la nécessité d'arbitrer les clivages persistants entre l'Est et l'Ouest du Canada. Nous voyons les efforts que nous déployons dans la région Asie-Pacifique comme une force unificatrice – un point de ralliement.

L'accroissement des liens commerciaux par-delà le Pacifique et à travers l'Asie nécessitera de notre part des efforts constants, mais je suis sûr qu'ils porteront fruit. Je crois que nous sommes à même de profiter de l'amélioration de l'accès aux marchés, un acquis des négociations d'Uruguay, ainsi que de l'amélioration de nos rapports bilatéraux avec nombre de pays. Comme le mentionnait M. MacLaren hier soir, nous devons bien cibler nos efforts de promotion du commerce, de l'investissement et du tourisme. Nous aurons tout intérêt également à participer avec enthousiasme aux institutions régionales, et en premier lieu à l'APEC [mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique].

Nos efforts peuvent à leur tour être renforcés par des mesures complémentaires propices à la maturation si indispensable de nos relations bilatérales comme de notre rôle régional. Nos activités devraient viser une diversité d'objectifs et mettre à contribution un échantillon représentatif de notre réservoir de talents. Elles devraient montrer le Canada comme un partenaire de

premier choix, sur lequel on peut compter à long terme et qui ne se contentera pas d'expédients.

Si je m'exprime ainsi, c'est parce que le succès dans la région Asie-Pacifique suppose non seulement un engagement de longue haleine, mais aussi un engagement quant à de nombreux aspects des activités humaines dont, la création de liens personnels entre les dirigeants, l'acceptation de certaines responsabilités dans des domaines tels que la paix, les droits de la personne et le développement démocratique, la reconnaissance de la valeur des liens éducationnels et culturels, enfin le partage des expériences dans des domaines particuliers tels que la recherche et le développement, la protection de l'environnement et autres enjeux appelant une action publique.

Pour moi, notre engagement a un sens particulier. Il s'agit de mobiliser les Canadiens d'origine asiatique dans l'édification de nos partenariats de la région Asie-Pacifique. Comme je le disais à nos chefs de mission hier matin, les Canadiens d'origine asiatique — représentants de grandes sociétés ou dirigeants de PME dynamiques —, peuvent contribuer à l'effort national dont nous avons besoin.

Ils ajouteront de l'empathie à nos liens avec la région Asie-Pacifique, une connivence culturelle comme celle qui contribue tellement à nos liens nord-américains et européens. Notre succès dans la réalisation de nos aspirations commerciales dépendra largement de notre aptitude à rattacher nos peuples.

J'ai tenté de faire ma part, et je continuerai. Je visiterai la Corée du Sud ce mois-ci, j'y rencontrerai des membres du nouveau cabinet de ce pays et j'y discuterai de la manière de renforcer le partenariat spécial que nous avons conclu, en particulier dans des domaines comme les sciences et la technologie, les alliances avec des pays tiers et la coopération sur plusieurs questions de politique et de sécurité.

Je visiterai Hong Kong au cours du même périple, et je redirai l'engagement du Canada pour la vitalité et la stabilité de Hong Kong jusqu'à l'échéance de 1997, et notre promesse d'appui au-delà de 1997.

En mars, j'accompagnerai des chefs d'entreprise au cours d'une tournée au Pakistan et en Inde, et je m'assurerai que le Canada tire pleinement parti de possibilités trop longtemps ignorées, des possibilités que renforcent les impressionnantes mesures adoptées par ces deux pays pour stimuler les réformes économiques et la libéralisation des échanges. Simultanément, je ferai connaître notre soutien à leurs objectifs de sécurité régionale et de non-prolifération. Je renouvellerai notre engagement envers le développement durable et la diminution de la pauvreté, un

engagement confirmé par nos programmes de coopération au développement.

Je voudrais souligner la nécessité d'étendre nos relations sur un large éventail de thèmes et d'activités. Les expédients, les solutions à une seule facette, ne conviennent pas à la région Asie-Pacifique et ne fonctionneront pas pour le Canada. Cette même attitude devrait guider notre manière de penser ici au Canada. C'est pourquoi nous avons travaillé avec la Fondation Asie Pacifique et d'autres organismes, comme le Centre David Lam ici à Vancouver, en vue de stimuler la connaissance des langues asiatiques et les communications interculturelles - non comme simple exercice intellectuel, mais comme instruments de promotion du commerce.

On voit dès lors l'importance des tables de concertation organisées l'an dernier par la Fédération Asie-Pacifique sur les Canadiens d'origine asiatique. Nous pouvons mettre à profit notre environnement multiculturel : 5 p. 100 des Canadiens sont d'origine asiatique, et leurs compétences sont précieuses dans les efforts que nous déployons.

Comme Sheila Finestone et moi-même le soulignerons aujourd'hui à l'occasion du lancement du rapport conjoint du Patrimoine canadien et de la Fondation Asie Pacifique, intitulé *L'avantage caché du Canada : les Canadiens d'origine asiatique*, les Canadiens d'origine asiatique nous apportent des connaissances, des aptitudes linguistiques, une expérience des affaires et des points de liaison, toutes choses précieuses lorsque vient le temps d'établir et de renforcer les liens économiques du Canada avec la région Asie-Pacifique.

La résolution de notre gouvernement d'établir des rapports harmonieux et progressistes est attestée, je crois, par la création d'un réseau de centres éducatifs canadiens dans la région Asie-Pacifique. Ce réseau, géré en collaboration avec la Fondation Asie Pacifique, permettra à de jeunes Asiatiques de bénéficier du calibre élevé des établissements canadiens d'éducation et de formation. Il jettera dans la région Asie-Pacifique les bases de liens éducationnels aptes à servir l'éventail complet des intérêts politiques et économiques du Canada.

Sur les questions touchant la paix et la sécurité dans la région, nous affirmons d'emblée l'intérêt du Canada et nous assumons une part appréciable des responsabilités en appuyant le consortium canadien non gouvernemental sur la sécurité en Asie-Pacifique, en participant activement au développement d'une sécurité régionale officielle et en encourageant l'adoption de lignes de conduite et le lancement d'activités.

Ce qui compte pour réussir dans la région Asie-Pacifique, c'est d'abord l'efficacité avec laquelle nous rattachons nos activités et nos lignes de conduite aux objectifs communs et, ensuite, l'efficacité de notre collaboration, qu'il s'agisse de la collaboration entre les entreprises et le gouvernement, entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ou entre les établissements d'enseignement et les organismes du secteur privé.

Notre promotion du tourisme sera plus efficace si nous considérons simultanément le développement des infrastructures et les formalités d'obtention des visas. Les efforts que nous faisons pour encourager l'investissement au Canada seront stimulés par l'immigration d'entrepreneurs et le développement technologique. La conquête de nouveaux marchés dans des secteurs comme les industries environnementales, l'informatique et la biotechnologie, des secteurs où le Canada jouit d'un excellent potentiel, sera facilitée si nous sommes disposés à travailler avec certains pays, à leur faire connaître ce que nous avons à offrir, et par la même occasion, à nouer des liens avec les décisionnaires.

Si nous réussissons à rattacher comme il convient tous les projets entrepris, nous serons en mesure de globaliser et d'équilibrer nos liens régionaux. Si nous parvenons à collaborer efficacement, et je crois fermement que nous le pouvons, nous ferons de l'Équipe Canada bien plus que le nom d'une tournée, mais une manière permanente de faire des affaires.

Dans les mois qui viennent, nous allons entreprendre l'examen complet de nos priorités dans la région Asie-Pacifique, et des instruments dont nous avons besoin pour atteindre nos objectifs. À cette occasion, nous consulterons les Canadiens dans tout le pays. Nous partons du principe que l'ordre du jour commun du Canada et de la région Asie-Pacifique sera prometteur si tous les agents concernés contribuent à sa conception et à son exécution. J'espère que vous nous accompagnerez dans cet exercice. La vallée du bas Fraser et la Colombie-Britannique ont toujours montré au Canada la voie vers la région Asie-Pacifique, et nous espérons que cela demeurera.

Merci.